

La relation entre Israël États-Unis et le processus de paix

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Comment les relations israélo-américaines ont-elles joué dans l'avancement de la paix ?

Par le passé, Israël a été considéré comme un problème et non comme un partenaire de l'Amérique. Les ressources pétrolières arabes et le poids d'une quinzaine de pays de la Ligue arabe ennemis déclarés d'Israël ont été perçus comme une menace potentielle aux intérêts américains.

En 1967, le président égyptien Nasser a bloqué le détroit de Tiran, a renvoyé les Casques bleus de l'ONU postés à la frontière israélienne et fait entrer en fanfare des armes lourdes au Sinaï. Contrairement à toutes les attentes, Israël est sorti vainqueur de la confrontation et administre depuis des territoires jusqu'à la conclusion d'un traité de paix définissant des frontières sûres et reconnues. C'est ce qui est survenu lors de la conclusion du traité de paix avec l'Égypte et avec la Jordanie. Le retrait d'Israël des territoires de Cisjordanie est souvent préconisé, mais il doit être envisagé avec grande prudence : en effet, cela représenterait une ligne de frontière à une douzaine de kilomètres de la mer.

C'est lorsque la relation entre Israël et les États-Unis est à son meilleur qu'Israël est prêt à prendre des risques. La paix entre Israël et l'Égypte est souvent attribuée au président Carter, bien qu'en fait elle ait été négociée grâce au concours du roi du Maroc Hassan II¹. Du temps de la présidence de Bill Clinton, les accords de paix furent sur le point d'être conclus, mais n'aboutirent pas². Le Premier ministre israélien Éhud Oulmert a proposé des concessions territoriales supérieures aux attentes des Palestiniens. Ces offres d'Oulmert à Taba en 2001 ont été refusées et les assassinats suicide

¹ De fait, Carter exigea que l'Union soviétique cosigne ce traité ce que le président égyptien Sadate se refusa catégoriquement de faire. Le président Sadate décida alors de se rendre à Jérusalem en grande pompe, mettant Carter face au fait accompli.

² Au dernier moment, le président de l'Autorité palestinienne Arafat se désista de peur qu'on l'assassine.

ont repris de plus belle. Son successeur Ariel Sharon a évacué la bande de Gaza en 2005 alors que les relations avec le président Bush fils étaient à leur meilleur. Il a proposé une solution de deux États, mais après une nouvelle vague d'assassinats suicide, il a durci sa position. La suite est connue : élu aux élections, le Hamas a défenestré les membres du Fatah et a pris le pouvoir à Gaza, y a installé un régime islamique radical, consacrant son énergie au bombardement d'Israël par des roquettes et à la construction de tunnels pour préparer des attentats contre l'État hébreu.

Par contre, lorsqu'Obama a voulu imposer à Israël des conditions basées sur les frontières de 1967, le Premier ministre israélien Bibi Netanyahou s'est cabré. D'une part, les garanties sécuritaires ne valaient pas grand-chose alors même que le Hamas et le Fatah palestiniens étaient à couteaux tirés et que de l'autre l'on craignait que ce futur État ne soit un tremplin rêvé pour l'Iran qui se jure d'anéantir Israël.

Ceci dit, le président Obama s'est résolu à renforcer militairement Israël, car c'est la seule carte sûre au Proche-Orient : les pays arabes sont secoués par des révolutions et des radicaux islamistes profitent de la confusion pour s'imposer. Quand le président australien a demandé au président Obama s'il considérait les Saoudiens comme des amis, sa réponse fut : « *It is complicated.* » Il semble bien que le président Obama ne soit guère apprécié par les Saoudiens, car il a été le seul chef d'État à avoir été reçu en Arabie par un haut-fonctionnaire plutôt que par le roi saoudien... Les critiques d'Obama dirigées contre les présidents Moubarak puis Sissi ont grandement refroidi les relations avec l'Égypte qui est la plus grande puissance arabe de la région. De son côté, la Turquie a longtemps joué double jeu avec l'État islamique. L'armée irakienne a laissé tomber dans les mains de l'État islamique des dizaines de milliards d'armements américains. Quant à l'Iran, la rhétorique anti américaine n'a fait qu'augmenter depuis que l'accord sur le nucléaire avec les 5 +1 a été entériné. En outre, l'Iran prend part au charnier syrien.

Israël a gagné le respect des États-Unis par sa capacité de se développer malgré les énormes obstacles qu'il a dû affronter : terrorisme des fédâyins, appui massif de l'Union soviétique aux pays limitrophes, boycott

économique et culturel de la Ligue arabe qui a pris en otage les institutions internationales pour les noyauter de résolutions partisanses et perverses. En 1948, l'évaluation américaine était que le nouvel État hébreu était de toute façon perdu, car il faudrait injecter un demi-million de soldats pour qu'il s'en tire devant cinq armées arabes réunies. Israël s'en est tiré et a démenti tous les pronostics des militaires et des analystes.

L'appui américain à Israël n'a pas été automatique. Il a longtemps été considéré contraire à la raison d'État avant qu'il ne devienne celui que l'on réserve à un allié stratégique de premier plan.